



Collectif de surveillance « PCB 53 »

Contact : FE53 – 33 bis, allée du Vieux Saint-Louis - 53000 LAVAL- fd.environnement@gmail.com

Communiqué de presse

Etude d'interprétation des milieux proches d'Aprochim non validée... transfos PCB étrangers (boliviens et algériens) traités sur site !

Mardi 5 mai 2015, l'étude d'interprétation des milieux environnant l'usine Aprochim a été présentée à l'administration, la chambre d'agriculture, aux élus et aux associations par le cabinet Axe et la société APROCHIM en préfecture de Laval. Entre Taude et Bellebranche et Terre et Vie d'Anjou, associations membres du collectif de surveillance PCB53, ont réagi très vivement à cette étude tant sur la forme que sur le fond.

Sur la forme, car cette étude a été menée par un cabinet partisan (AXE) dont les précédents travaux (notamment le premier plan de surveillance de l'usine) ont été remis en cause tant par l'INERIS (Etablissement public spécialisé dans le risque industriel) que par les experts vétérinaires de l'ONIRIS. Sur le fond cette étude établit une diminution de la dégradation des milieux en trompe l'œil en ne corrélant pas cette amélioration à la chute de la production de l'usine tant en tonnage qu'en concentration des transformateurs en PCB. Plus grave, cette étude, efface 4 ans de travail de compréhension de la pollution en refusant de prendre en compte le seuil défini par les experts vétérinaires pour caractériser les fourrages impropres à l'élevage. Enfin des propositions de servitudes pour les riverains et les agriculteurs ont été présentées. Il est absolument inacceptable d'envisager que cela soit aux victimes de devoir s'adapter au pollueur.

Au vu de notre analyse ainsi que des critiques émises par les services de l'Etat et la chambre d'agriculture, **le préfet a décidé de ne pas valider cette étude** et d'en faire réaliser une contre expertise par les experts de l'INERIS. Le collectif PCB53 demande à ce que les experts vétérinaires de Nancy puissent être aussi associés à cette nouvelle étude qui engage à moyen terme l'avenir du monde agricole du territoire touché par la pollution.

La non validation de cette étude, comme la pollution estivale de 2014, rend particulièrement incompréhensible **l'arrivée sur site de transfos boliviens et algériens fortement contaminés.** Dans ce contexte nous demandons aux élus et aux autorités de tout faire pour geler le traitement de ces transfos dans l'attente des résultats des études en cours et des contentieux en cours devant le tribunal administratif.